

Mme la Commissaire enquêtrice

À Belle-Isle-en-Terre, le 16 janvier 2025

Objet : Notre contribution à l'enquête publique concernant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lamballe-Armor et la révision des Périmètres Délimités des Abords (PDA) des monuments historiques

Madame la Commissaire enquêtrice,

L'association Eau et Rivières de Bretagne rassemble plus de 1800 adhérent-es et 90 associations et est agréée par l'État au titre de la protection de l'environnement, pour assurer « *dans l'intérêt général la protection, la mise en valeur, la gestion et la restauration de la ressource en eau et des écosystèmes aquatiques, dans une perspective de société écologiquement viable* ».

Notre association a pris connaissance du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lamballe-Armor et la révision des Périmètres Délimités des Abords (PDA) des monuments historiques ; vous trouverez ci-après nos observations non exhaustives sur le dossier soumis.

Le Plan d'aménagement et de développement durable (PADD) est le document essentiel. Les axes et orientations choisis sont là pour présenter le projet communal. Nous relevons plusieurs insuffisances.

- Concernant le lien Terre-Mer

Le lien entre terre et mer est ignoré. Lamballe-Armor est une commune littorale et pourtant à aucun moment il n'est souligné le fait que la qualité des milieux marins, la biodiversité dans la baie, sont étroitement dépendants des apports de nutriment en provenance du littoral.

Il est indiqué, comme incidemment, que la commune est bordée par la réserve naturelle. Pourtant, il n'apparaît pas que la commune se soucie de la biodiversité présente dans la réserve alors que celle-ci est mise à mal par plusieurs pollutions terrestres.

D'algues vertes, de marées vertes ou d'ulves, il n'en n'est pas question. Pourtant, la réduction des apports en nitrates dus à l'agriculture intensive est le seul moyen de maîtriser ces phénomènes. Cet oubli apparaît d'autant plus invraisemblable que, même quand il s'agit d'aborder le tourisme, la question est omise. Même « oubli » quand il s'agit de parler de développement économique. Lamballe-Armor est littorale, mais pourtant le PADD ignore la présence en baie de Saint-Brieuc de la mytiliculture, or celle-ci est menacée par une qualité des eaux médiocre.

Il est certes, question des stations d'épuration, mais seulement lorsqu'il s'agit de limiter le développement urbain quand la capacité de ces stations est insuffisante. Pas un mot sur les insuffisances actuelles, les débordements en cas d'orage, la qualité bactérienne. Ce sont pourtant des enjeux essentiels pour assurer la qualité des eaux de baignade, une eau de qualité pour la mytiliculture ; et, même si ces apports ne sont que marginaux parmi les apports en nitrates dans la baie, il nous semble que les collectivités locales devraient tendre à l'exemplarité de façon à ne pas fournir à d'autres des prétextes à l'inaction.

Ces « oublis » nous donnent à penser qu'il nous faut souhaiter plein succès à notre commune quand elle se propose d'être moins dépendante de l'agro-industrie. Et ce d'autant plus que celle-ci tourne le dos aux attentes sociétales en matière de souffrance animale... Effectivement, ne mettons pas tous nos œufs dans ce panier! Les réveils risquent d'être douloureux.

- Concernant l'urbanisation, l'imperméabilisation, les inondations

Nous nous félicitons que Lamballe-Armor s'inscrive dans l'obligation de respecter le Zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050. Il nous semble cependant que l'essentiel ne doit pas être perdu de vue : il s'agit de réserver les espaces indispensables pour nous nourrir tout en préservant les espaces naturels et forestiers (nous y reviendrons aussi lorsque nous aborderons les problèmes énergétiques).

Lamballe-Armor, se voit attribuer pour son « développement » un certain nombre d'hectares à « consommer » au détriment des zones agricoles et naturelles.

Nous regrettons que ces nouvelles consommations ne soient pas suffisamment conditionnées par l'utilisation préalable des actuelles disponibilités, qu'elles proviennent des dents creuses ou de l'indispensable réhabilitation.

Par ailleurs, nous nous interrogeons sur les prévisions démographiques avancées. Une croissance de 0,73% par an, cela semble devoir être revu à la lumière du fort ralentissement récent du nombre de naissances.

Nous observons qu'à plusieurs reprises, le document se réfère aux travaux de réalisation du contournement routier. Les vieilles habitudes ont la vie dure. Il est fait mention de la nécessité de réaliser des pistes cyclables sécurisées. De tels développements urgents et prioritaires interdisent de penser que les collectivités auraient, en plus, les moyens de persister à dépenser de fortes sommes dans le tout automobile ; sans oublier que ces aménagements nécessitent de consommer de l'espace, il n'y en aura pas pour tout le monde.

Le risque inondation est cité à plusieurs reprises. Il est vu essentiellement sous un prisme urbain. Il s'agit avant tout de limiter l'imperméabilisation. Nous nous étonnons toutefois que dans ce PADD, nous ne trouvions pas la référence à l'absolue nécessité de traiter les eaux pluviales à la parcelle. Nous observons que l'imperméabilisation est aussi le fait de pavillons que les propriétaires entourent d'asphalte ou d'autres imperméabilisants pour éviter d'avoir à entretenir un jardin. Cela conduit également à renforcer les ruissellements. Nous regrettons qu'il ne soit pas fait clairement mention de la nécessité de combattre ces phénomènes. En est-il tenu compte dans les « coefficients d'imperméabilisations » ?

Si des restrictions sont apportées aux possibilités constructions nouvelles en milieu rural afin de permettre le maintien de l'activité agricole, il ne faut pas laisser penser que seuls les agriculteurs ont droit au chapitre dans le milieu rural. De notre point de vue, il est ainsi contradictoire d'utiliser le terme « tiers à l'agriculture » tout en cherchant à « Assumer un partage de l'espace agricole et une interconnaissance agriculteur / citoyen » (orientation 16, du PADD). L'activité agricole a une part de responsabilité dans la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, notamment via la construction de bâtiments ou d'équipements à vocation agricole, il aurait été sage d'intégrer cette imperméabilisation dans la consommation de foncier. Ces imperméabilisations sont en effet loin d'être négligeables.

Nous nous inquiétons de savoir s'il est bien apporté des restrictions à toutes constructions dans des zones susceptibles d'être inondées lors de crues centennales, qui seront de plus en plus fréquentes. Lamballe-Armor est traversée par le Gouessant et le Chiffrouet, leurs débordements constituent le risque essentiel.

Le PADD souligne le fait que la surface agricole utile (SAU) constitue 72% de la surface du territoire de Lamballe-Armor. Mais le chiffre qu'il importe de connaître est la surface du bassin versant du Gouessant en amont de la commune. Cette surface est avant tout agricole. Dès lors, la quantité d'eau qui envahira la commune en cas de pluie centennale tombera avant tout sur des terres agricoles. Il faut alors travailler au ralentissement des chemins de l'eau sur ces espaces tout en profitant et en renforçant les effets positifs de la mosaïque de milieu naturels présents à ce sujet.

Le PADD aborde à juste titre la question de défendre la présence des haies aussi bien pour des raisons paysagères que de lutte contre le changement climatique. Les haies restent encore trop souvent mises à mal. Ne subsistent qu'un arbre sur deux et on continue de baptiser des rangées de moignons du nom de haies.. Le silence est fait sur l'existence de champs dont l'étendue dépasse plusieurs hectares. Rien n'est fait pour faire cesser le phénomène.

À ce sujet dans le projet de règlement, en complément des espaces boisés classés (EBC) identifiés, nous demandons que l'ensemble du linéaire bocager soit cartographié et intégré au PLU comme élément classé au titre de l'article L 151-23 du Code de l'urbanisme. En cas de destruction, nous souhaiterions également que soit inscrite l'obligation de réaliser les compensations au sein des corridors et réservoirs (qu'il conviendra d'identifier) ; faute de quoi le linéaire compensé devra être au moins équivalent à 200 % du linéaire détruit et la compensation réalisée dans le même bassin-versant que ce dernier.

Nous demandons que le principe d'affichage public comme prévu par le statut de protection d'espace boisé classé (EBC), soit généralisé partout et pour tous les travaux qui nécessitent une déclaration ou une autorisation préalable, afin que tout un chacun soit informé du bon respect de la procédure réglementaire.

Dans les secteurs à fort enjeu de qualité de l'eau, comme les périmètres de protection ou les aires d'alimentation de captage d'eau, les zones périphériques aux zones humides, les bassins versants ou sous bassins versants à marées vertes ou à enjeux conchylicoles, nous demandons que tout travaux de destruction de haies et de talus soient interdits.

Nous demandons que les nouvelles plantations réalisées dans le cadre d'une compensation soient implantées sur talus préférentiellement, et obligatoirement si la haie supprimée était implantée sur un talus.

Le texte est muet sur un aspect essentiel : la capacité d'un sol à retenir l'eau est aussi fonction de sa bonne santé : présence de la biodiversité, présence de matière organique. Tout ne peut être résumé par la présence ou l'absence de haies. Nos sols sont mis à mal par l'agriculture intensive et son cortège de pesticides. Ce phénomène est là encore « oublié ». L'inaction coûtera cher, avec le changement climatique, les pluies aujourd'hui définies comme centennales se produiront plus souvent.

- Concernant les espaces naturels et la biodiversité

Nous nous étonnons de constater que la défense de la biodiversité est vue de manière exclusivement défensive, il s'agit de « préserver ». Nous demandons une attitude plus offensive et notamment de prendre en compte la nécessité de réserver de nouveaux espaces à l'épanouissement de la biodiversité.

Le stockage de carbone à même de réduire l'effet de serre passe par la bonne conservation des sols. La couverture forestière est essentielle mais il ne faut pas oublier que les prairies permanentes sont un moyen aussi efficace de stocker le carbone.

- Concernant l'eau potable

Il est souligné à juste titre qu'il faut conditionner l'ouverture à l'urbanisation à la nécessité préalable de disposer des ressources en eau potable. Il n'est pas fait mention de la nécessité de diversifier les points de captages. Tout doit être fait pour éviter toute fermeture et pour augmenter le nombre de captages. Il en va de la sécurité d'approvisionnement.

Nous regrettons qu'il ne soit pas fait mention de la nécessité de sanctuariser les périmètres de protection de captages. En particulier les périmètres complémentaires doivent recouvrir la totalité des aires d'alimentation de captage. Ces périmètres doivent inclure l'interdiction totale de toute utilisation de pesticides de synthèse. Les leçons doivent être tirées des crises dues aux métabolites du S-métolachlore et du Chlorothalonil ; d'autres viendront. Il faut se rappeler qu'il y a malheureusement plusieurs centaines de molécules de synthèse ayant reçue une autorisation de mise sur le marché, autant de molécules qui devront possiblement

demain être interdites comme l'ont déjà été plusieurs dizaines d'autres pour certaines toujours présentes dans l'eau que nous buvons. Et, à vrai dire, leur interdiction totale serait une excellente nouvelle.

Le texte ignore les problèmes que poseront à l'avenir le partage de la ressource en eau : les animaux d'élevage, sur-représentés dans notre commune sont de gros consommateurs d'une ressource qui se fera de plus en plus rare avec les sécheresses accompagnant le réchauffement climatique.

- Concernant l'énergie

Il y a une impérieuse nécessité de réduire l'artificialisation. Il s'agit de préserver les terres destinées à nous nourrir et à défendre la biodiversité. Il y a un fort risque que les espaces naturels et agricoles servent de plus en plus à la production d'énergie.

Nos sols sont dégradés, ils se composent de moins en moins de matière organique sous l'effet de l'agriculture intensive. Les apports d'engrais minéraux permettent de moins en moins le maintien des rendements face à l'appauvrissement en matière organique et aux sécheresses dues au changement climatique. Tôt ou tard, il faudra renoncer aux engrais minéraux issus de la pétrochimie. Pour éviter des chutes considérables de rendement qui s'en suivront, notre seule ressource sera l'apport de matière organique pour enrichir les sols. Les déchets organiques de nos poubelles, de l'industrie agroalimentaire, les fumiers et lisiers doivent avant toute chose faire leur retour à la terre. Le compostage est la meilleure solution. Cela nous renforce dans notre demande d'une politique performante de réduction des déchets.

Nous nous inquiétons de certaines dérives constatées. Produire du maïs pour alimenter des méthaniseurs conduit à réduire les espaces dédiés à la production de nourriture. Mais surtout les digestats en sortie de ces méthaniseurs sont appauvris en carbone, et de plus, les nitrates présents dans ces digestats en sortie sont en grande partie minéralisés. Les effets sont doublement négatifs. Épandre les fumiers et déchets végétaux aurait un bien meilleur effet sur les taux de matière organique des sols (à condition toutefois de ne pas dépasser les besoins des cultures) Minéraliser les nitrates, c'est accélérer le cycle de l'azote et prendre le risque de favoriser les fuites d'azote et donc l'eutrophisation des milieux. Le PADD devrait ne pas « oublier » les marées vertes.

Un autre danger guette nos sols agricoles : le photovoltaïsme. Certes, le PADD se veut réduire les constructions de bâtiments agricoles à ce qui est nécessaire à l'activité et prend en compte les effets sur les paysages, mais il ne semble pas s'inquiéter de la tentation qu'ont certains exploitants de sur-dimensionner leurs hangars pour y implanter des panneaux photovoltaïques.

Mais le danger essentiel n'est pas là. Nous nous inquiétons de voir nos champs recouverts de panneaux au détriment de la production agricole. Une bonne photosynthèse implique l'absence d'ombrage. Recouvrir un espace de panneaux, c'est réduire la production de matière organique dont nous avons un impératif besoin pour enrichir nos sols, y stocker le carbone et ainsi réduire les risques d'inondation... mais aussi nous nourrir !

- Concernant les déchets

L'orientation concernant les déchets est la plus indigente. La combustion des déchets par un incinérateur produit des polluants diffusés dans l'air (furanés, dioxines) . Elle produit aussi des résidus à enfouir : les REFIOM. Nous n'omettons pas de signaler aussi la production lors de cette combustion d'oxydes d'azote (Nox), responsables d'affectations pulmonaires. Sur la commune figure un incinérateur, ou plutôt un brûleur de déchets, qui met ainsi en péril notre santé. Ces déchets, s'ils ne sont pas brûlés sont enfouis transformant ainsi notre terre en poubelle.

Aussi, nous attendons d'un PADD qu'il marque fortement la volonté de réduire les déchets. Nous nous étonnons de ne pas voir dans un PADD figurer la nécessité de réserver des espaces en ville dans les bourgs et

en campagne nécessaire à un tri de qualité. Il reste du travail à faire ne serait-ce que pour les déchets organiques quand on sait que le taux d'équipement en composteurs sur l'agglomération n'est que de 27%. L'incinération produit du gaz carbonique responsable de l'effet de serre. De ce point de vue, il nous semble négatif de vouloir reporter cette production sur un site extérieur. Lamballe-Armor doit réduire ses déchets pour limiter au maximum le brûlage ou l'enfouissement. La production envisagée de combustible de récupération ne change en rien cette absolue nécessité. Lamballe-Armor doit contribuer à l'atteinte des objectifs du SRADDET en matière d'émission de gaz à effet de serre.

- Concernant le projet de règlement

Dans son Chapitre 8 : Préserver et restaurer les zones humides, le SDAGE Loire-Bretagne précise que « Les espaces périphériques des zones humides jouent un rôle dans leurs fonctionnalités et leur pérennité et sont à ce titre pris en compte dans la protection accordée aux zones humides. On entend par espace périphérique d'une zone humide, la zone, l'aire, le secteur ou la partie de territoire, située sur son pourtour, au sein desquels se déroulent des processus hydrauliques, biologiques ou paysagers nécessaires à sa fonctionnalité et à sa pérennité ». Il y a donc lieu d'être particulièrement vigilants quand aux aménagements possibles en périphérie de zones humides.

À cet égard, nous souscrivons à la proposition concernant les impacts indirects sur les zones humides (règlement littéral, p.61) : « *Le demandeur devra s'assurer que son projet ne porte pas atteinte à la pérennité des zones humides situées à proximité immédiate du projet même si celles-ci se situent en dehors de l'emprise cadastrale du projet. Les futures constructions devront être implantées à une distance suffisante pour que le fond de la fouille soit, d'un point de vue altimétrique, au-dessus de la limite des zones humides identifiées (afin de ne pas les drainer)* ».

Nous vous remercions par avance de prendre en compte ces observations et vous prions d'agréer, Madame la Commissaire enquêtrice, nos plus sincères salutations.

Philippe Derouillon-Roisné,
délégué départemental Est

